

Remplacement du mazout—Loi

nombre des personnes mises à pied sont des travailleurs professionnels qui sont à l'emploi du Conseil national de recherches depuis 20 ou 25 ans.

Une bonne partie du programme de l'énergie de remplacement est en péril parce que le gouvernement soutient que le secteur privé peut s'en charger. Le secteur privé en est incapable car il se compose d'à peu près 500 petites et moyennes entreprises qui ne disposent pas des capitaux nécessaires pour prendre la relève. Que va-t-il arriver au programme? Il va disparaître.

Quand pense-t-on à l'avenir? Je ne dis pas que nous traversons en ce moment une crise de l'énergie, mais au nom du ciel, il faudrait profiter de ce répit pour examiner les possibilités d'avenir! Nous devrions prendre le temps d'étudier et de faire le nécessaire pour que le gouvernement s'occupe convenablement des Canadiens. Il faudrait prendre le temps d'envisager les autres possibilités.

Je puis citer quelques chiffres. J'estime qu'ils sont importants, non pas en eux-mêmes mais à cause de la tendance qu'ils dégagent. Pour ce qui est du pétrole brut, avec environ 1.2 p. 100 des réserves mondiales le Canada assure 2.6 p. 100 de la production mondiale. A ce rythme-là, nos réserves vont durer environ 14 ans. J'admets que cela ne tient pas compte du pétrole des régions éloignées, qui n'ont pas de système de réserve et de distribution, non plus que des sables bitumineux et des pétroles lourds. Cela ne tient pas compte non plus des découvertes à venir. Mais ce n'est pas une raison pour que le gouvernement s'ancre dans la conviction qu'il n'a pas à chercher de combustibles de remplacement pour l'avenir. Il faut environ 50 ans pour réaliser une structure à combustibles de remplacement. Cinquante ans pour effectuer les travaux, les études, les recherches et les essais. C'est beaucoup. Il y a là un facteur d'une importance énorme dont le gouvernement ne tient pas compte.

Les coupures opérées pour 1985-1986 au Conseil national de recherches vont entraîner une réduction de 20 millions de dollars sur les marchés confiés à l'industrie. Cela va non seulement réduire la capacité de financement de l'industrie mais, d'après les prévisions entraîner la perte directe d'environ 1,000 emplois au Canada. Les petites entreprises disposent d'un certain montant de capitaux et pas plus. Si elles se voient obligées d'effectuer des travaux de R & D en ce moment, quand les taux d'intérêt sont à la hausse, si on les oblige à choisir entre les R & D et leur rentabilité à long terme, que vont-elles choisir? Il faut qu'elles pensent à leur solidité financière. Elles ne peuvent pas se mettre sur le dos des charges supplémentaires.

Que dire en outre des possibilités que renferment les systèmes à énergie de remplacement pour les pays sous-développés? Il faudra bien que certains pays commencent à penser aux problèmes du tiers monde. Avec les famines qui sévissent dans ces pays, comment pourront-ils s'offrir du pétrole indéfiniment? Il faut penser à eux. Il y a des systèmes à énergie de remplacement qui peuvent être adaptés à ces pays et il y en a d'autres qui, sans l'être encore, le deviendront dans quelques années si on s'occupe de ce programme. Malheureusement, nous refusons de nous occuper de cette question.

D'autre part, notre pays va perdre une technologie très utile. Sans R & D, l'expérimentation ne se fera pas au Canada mais à l'étranger. Nous allons perdre un retard incroyablement

connaissance de ces énergies de remplacement et celle des ressources renouvelables.

L'exploitation rentable de l'énergie solaire se trouve dans les systèmes à collecteur plat. Dans ces domaines, le gros du marché canadien du thermique solaire était desservi par du matériel importé avant 1980. Grâce à l'action résolue du précédent gouvernement libéral, non seulement le Canada s'est doté d'une industrie solaire qui approvisionne à près de 100 p. 100 son propre marché intérieur en pleine croissance, mais il a exporté en 1984 pour 6.8 millions de dollars. Tout cela va être jeté aux orties.

M. McDermid: Pourquoi?

M. MacLellan: Parce que le gouvernement s'en fiche. Il prétend vouloir créer des emplois, et il va supprimer plus d'emplois avec ces coupures. Il n'a aucune sorte de programmes destinés à garder des emplois au pays. C'est un secteur qui compte environ 500 petites et moyennes sociétés, lesquelles emploient 9,000 personnes et ont eu en 1984 un chiffre d'affaires de 530 millions de dollars dont 30 à l'exportation.

• (1220)

Je voudrais en revenir au Programme canadien de substitution du pétrole et au Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Je pense que les Canadiens vont avoir énormément de mal à admettre le sabordage de ces programmes. Je ne pense pas que le gouvernement se soit suffisamment penché sur les besoins des Canadiens. Je ne pense pas qu'il comprenne que les Canadiens avaient une grande confiance dans ce programme et que cette confiance est allée bien au-delà des subventions accordées. Encore une fois, ce sont les Canadiens à bas revenus, en chômage et à revenu fixe qui vont en souffrir.

Pourquoi fait-on cela? Pour réduire le déficit. Il est certain que le déficit est préoccupant, mais pourquoi opérer ces coupures sur le dos des gens? Cela a été décidé presque immédiatement. Le gouvernement est allé au plus facile. C'est énormément malheureux, parce que ces deux programmes touchaient directement les maisons et les consommateurs du Canada.

Encore une fois, je demande au gouvernement de maintenir pendant six autres mois le programme de remplacement du pétrole, afin que les Canadiens désireux de s'en prévaloir puissent le faire. Ce programme devrait être maintenu pour que les Canadiens ne se butent pas aux difficultés que pose l'installation du matériel en hiver, alors que le sol est gelé, et pour leur permettre d'acheter des chaudières au moment où on les fabrique, en été et en automne, et non pas au moment où les fournisseurs fabriquent des climatiseurs. Je pense qu'il est extrêmement important de prolonger la durée de ce programme.

Le gouvernement soutient que les Canadiens pourront économiser de l'énergie, même en l'absence de ces programmes. Mais il s'apercevra rapidement des difficultés que soulève leur suppression. La disparition de ces programmes, accompagnée de la réduction des crédits du Programme d'aide à la remise en état des logements, entraînera de très sérieux contrecoups comme le constatera le gouvernement. Je trouve que la situation est tragique et qu'on aurait pu l'éviter. Le gouvernement aurait dû choisir les compressions qui ne toucheront pas les Canadiens les plus nécessiteux.

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, je suis heureux d'être le premier à intervenir au nom du